

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?671-exclues-les-nouvelles-classes>



Exclues, les nouvelles classes populaires s'organisent en Â« contre-société Â»

- Documents extérieurs - Crises économique, sociale, politique -



Date de mise en ligne : jeudi 21 février 2013

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Article de Christophe Guilluy, géographe, par dans [Le Monde du 19.02.012](#)

Le malaise français ne serait donc qu'un bégaiement de l'histoire, un processus connu qui, en temps de crise, conduit inexorablement les classes populaires vers le populisme, la xénophobie, le repli sur soi, la demande d'autorité. Cette analyse occulte l'essentiel, le durcissement de l'opinion est d'abord le fruit d'une mise à distance radicale des classes populaires. En effet, pour la première fois dans l'histoire, les classes populaires ne sont pas intégrées au projet économique et social des classes dirigeantes. La nouvelle géographie sociale permet de révéler ce bouleversement. Après trois décennies de recomposition économique et sociale du territoire, le constat est redoutable. Contrairement à ce qui a toujours prévalu, les classes populaires ne résident plus « là où se crée la richesse », mais dans une « France périphérique » où s'édifie, à bas bruit, une « contre-société ».

Des marges périurbaines des grandes villes jusqu'aux espaces ruraux en passant par les petites villes et villes moyennes, c'est désormais 60 % de la population qui vit à la périphérie des villes mondialisées et des marchés de l'emploi les plus dynamiques. Cette « France périphérique » représente désormais un continuum socioculturel où les nouvelles classes populaires sont surreprésentées. Sur les ruines de la classe moyenne, des catégories hier opposées, ouvriers, employés, chômeurs, jeunes et retraités issus de ces catégories, petits paysans, partagent non pas une « conscience de classe » mais une perception commune des effets de la mondialisation et des choix économiques et sociétaux de la classe dirigeante.

Une vision commune renforcée par le sentiment d'avoir perdu la « lutte des places » en habitant dorénavant très loin des territoires qui « comptent » et qui produisent l'essentiel du PIB national. Deux siècles après avoir attiré les paysans dans les usines, les logiques économiques et foncières créent les conditions de l'éviction des nouvelles classes populaires des lieux de production ; comme un retour à la case départ. Si les ouvriers étaient hier au cœur du système productif et donc dans les villes, les nouvelles classes populaires sont désormais au cœur d'un système redistributif de moins en moins performant.

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT MÉTROPOLITAIN

Pour produire les richesses, le marché s'appuie désormais sur des catégories beaucoup plus compatibles avec l'économie-monde. L'analyse de la recomposition socio-démographique des grandes métropoles, c'est-à-dire des lieux du pouvoir économique et culturel, nous renseigne sur le profil de ces populations.

Depuis vingt ans, le renouvellement de ces territoires est en effet porté par une double dynamique : de « gentrification » et d'immigration. Dans toutes les grandes villes, les catégories supérieures et intellectuelles ont ainsi investi l'ensemble du parc privé, y compris populaire, tandis que les immigrés se sont concentrés dans le parc social ou privé dégradé. Économiquement performant, le modèle de développement métropolitain porte les germes d'une société inégalitaire puisqu'il n'intègre plus que les extrêmes de l'éventail social. Sans profiter autant que les couches supérieures de cette intégration aux territoires les plus dynamiques, les immigrés bénéficient aussi de ce précieux capital spatial.

Habiter dans une métropole, y compris en banlieue, n'est pas une garantie de réussite, mais représente l'assurance de vivre à proximité d'un marché de l'emploi très actif et de l'offre sociale et scolaire la plus dense. Dans une période de récession économique et de panne de l'ascenseur social, l'atout est remarquable. Aveuglé par la thématique du ghetto et par les tensions inhérentes à la société multiculturelle, on ne voit d'ailleurs pas que les rares ascensions sociales en milieu populaire sont aujourd'hui le fait de jeunes issus de l'immigration. Cette bonne nouvelle a

beaucoup à voir avec leur intégration métropolitaine.

Inversement, sur les territoires de la France périphérique, les champs du possible se restreignent. Cette France des fragilités sociales, qui se confond avec celle des plans sociaux, cumule les effets de la récession économique mais aussi ceux de la raréfaction de l'argent public.

L'augmentation récente du chômage dans des zones d'emploi jusqu'ici épargnées, notamment de l'Ouest, est le signe d'une précarisation durable. La faiblesse des mobilités résidentielles et sociales est un indicateur de cette incrustation. Dans ce contexte, la baisse programmée des dépenses publiques, sur des espaces pourtant moins bien pourvus en équipements publics, contribue non seulement à renforcer la précarisation sociale mais aussi à accélérer le processus de désaffiliation politique et culturelle.

A ce titre, le renforcement de la fracture scolaire semble obérer l'avenir. L'accès à l'enseignement supérieur et plus généralement la formation des jeunes ruraux sont déjà inférieurs à ceux des jeunes urbains.

Aujourd'hui, le risque est de voir cette fracture scolaire se creuser entre l'ensemble de la France populaire et périphérique et celui de la France métropolitaine. Le contexte social et culturel britannique est autre, mais on ne peut être indifférent au projet alarmant du ministre de l'éducation nationale anglais, David Willets, qui évoque dorénavant la nécessité de mettre en place une politique de discrimination positive en direction des jeunes Blancs de la working class, dont le taux d'accès à l'université est en chute libre.

FORMATION DES JEUNES RURAUX

Ces informations, qui sont autant d'indicateurs de la recomposition des classes populaires en France et en Europe, soulignent aussi l'impasse dans laquelle sont désormais bloquées ces catégories. Si les suicides récents de chômeurs en fin de droits permettent de mesurer l'intensité de la désespérance sociale, ils ne doivent pas nous faire conclure à la Â« fin de l'histoire Â» des classes populaires ; celle-ci se poursuit par des chemins détournés.

Exclues du projet économique global, les classes populaires surinvestissent le territoire, le local, le quartier, le village, la maison. On se trompe en percevant cette réappropriation territoriale comme une volonté de repli, ce processus est une réponse, partielle mais concrète, aux nouvelles insécurités sociales et culturelles.

Il est d'ailleurs frappant de constater que cette recherche de protection, de frontières visibles et invisibles est commune à l'ensemble des classes populaires d'origine française ou immigrée. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il faut lire le retour de la question identitaire dans la jeunesse populaire, aussi bien en banlieue que dans la France périphérique.

Si ces évolutions contredisent le projet d'une société mondialisée et multiculturelle apaisée, elles révèlent aussi, en milieu populaire, et quelle que soit l'origine, la construction de nouvelles sociabilités. Loin du champ politique, c'est une contre-société qui s'organise, par le bas.